

Le

28 OCT. 2022

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT
Service Urbanisme – Qualité Architecturale
Cellule ERP**

Dossier suivi par: Magalie SERIZAY
Tél : 02.43.47.38.88
Email : urba.erp@lemans.fr

REÇU LE

- 2 NOV. 2022

CH Le Mans DIRECTION DES BÂTIMENTS

CENTRE HOSPITALIER DU MANS
Direction des Bâtiments
Service Technique
194 Avenue Rubillard
72000 LE MANS

A l'attention de Madame MAINOIS
Adjointe de Direction CCS

**Objet : Arrêté d'ouverture – Centre Hospitalier Centre de cancérologie – Jean Bernard –
64 rue de Degré Le Mans**

Madame,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le 9 septembre 2022 en vue d'émettre un avis à l'issue de la visite d'ouverture de votre Etablissement Recevant du Public de type U et de 3^{ème} catégorie.

La Commission de sécurité émet un avis favorable.

Aussi, j'ai le plaisir de vous transmettre l'arrêté d'ouverture au public.

Vous veillerez à **me transmettre l'ensemble des levées de prescriptions dans un délai de 2 mois** à réception de ce courrier à l'adresse suivante :

Par courrier : Ville du Mans
Service Urbanisme Qualité Architecturale – cellule ERP
CS 40010
72039 Le Mans cedex 9

Par courriel : urba.erp@lemans.fr

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

L'Adjointe au Maire
Déléguée



Lydia HAMONOU-BOIROUX



N° 01247
du Registre
des Arrêtés

Objet : arrêté d'ouverture Centre Hospitalier de Cancérologie Jean Bernard rue de Degré

LE MAIRE DE LA VILLE DU MANS

Vu l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 122-5, R 164-4 et R 143-39 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, modifié par décret n° 2021-872 du 30 juin 2021,

Vu l'arrêté du 8 décembre relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

Vu l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations existantes ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de la 1^{ère} à la 4^{ème} catégorie, complété par l'arrêté du 22 juin 1990 modifié pour les établissements recevant du public de la 5^{ème} catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral n° 950.2376 du 11 juillet 1995 portant création de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement du Mans émis par procès-verbal en date du 9 septembre 2022,

Arrête

Article 1er : L'établissement dénommé Centre Hospitalier – Centre de Cancérologie Jean Bernard situé 64 rue de Degré relevant de la réglementation des établissements recevant du public de type U et de la catégorie 3^{ème} est autorisé à ouvrir au public.

Article 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités. Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destinations des

locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 : Le présent arrêté d'ouverture au public est susceptible de faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Un recours gracieux est également possible auprès de l'autorité signataire du présent arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite du recours gracieux).

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à l'exploitant de l'établissement.

Article 5 : Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Mans, le 25 octobre 2022

Le Maire,

Signé par Stéphane LE FOLL

Stéphane LE FOLL
Président de Le Mans Métropole,
Ancien Ministre

Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

SDIS de la Sarthe
Sous direction des moyens opérationnels
Groupement Organisation et Coordination des Secours
Service prévention
Dossier étudié par : Ltn Stephane BRAZILLE /IB
Tél : 02.43.54.66.85 / 66.86 / 66.87
Courriel : serv.prev@sdis72.fr
Fax : 02.43.74.37.86

PROCÈS-VERBAL

OBJET : Contrôle des établissements recevant du public

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans s'est réunie le 09/09/2022 en vue d'émettre, conformément aux dispositions des articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation et du décret n°95-260 du 8 mars 1995, un avis sur l'exploitation de l'Établissement Recevant du Public ci-dessous :

Commune :	LE MANS
Établissement :	E 181 00055 030 - CENTRE HOSPITALIER - CENTRE DE CANCEROLOGIE JEAN BERNARD rue de Degré
Catégorie :	3ème cat.
Type principal :	U

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à l'ouverture au public de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

Les travaux, soumis ou non à permis de construire, ne peuvent être exécutés qu'après autorisation du maire donné après avis de la commission de sécurité. Il en est de même pour toute création, tout aménagement ou toute modification de l'établissement.

Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (articles R.123-22 et R.123-43 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Le Président de la Commission,
M. BESLAND, BSCGC Préfecture



Commission de Sécurité de l'Arrondissement du Mans

RAPPORT DE LA VISITE DU : 09/09/2022

Établissement : E 181 00055 030 - CENTRE HOSPITALIER - CENTRE DE
CANCEROLOGIE JEAN BERNARD

Adresse : rue de Degré
72000 LE MANS

Type et Catégorie : U - 3ème cat.

Objet de la visite : visite d'ouverture

Périodicité des visites : 36 mois

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Membres ayant voix délibérative :

Le président de la commission :	M. BESLAND, BSCGC Préfecture
Le représentant du MAIRE :	M. DIONE
Le représentant du DDSIS :	M. le Ltn BRAZILLE
Le représentant du DDT :	M. CADAOUEN RENOU

Assistaient également à la réunion de la commission (membres ayant voix consultative) :

- M. GIRAULT, maître d'œuvre Chabanne Architecte
- M. SKETA, CSSI - Chabanne Ingénierie
- M. CARRE, responsable maintenance et sécurité CHM
- Mme REZE, chargé de sécurité CHM
- M. CALAME, Le Bâtiments, Directeur travaux
- M. SERRAND, Le Bâtiments, Directeur travaux
- M. POMINI, QUALICONSLT
- Mme SERIZAY, cellule ERP Ville du Mans
- M. PERDEREAU, Officier de centre CI Le Mans Degré SDIS72
- Mme MAINOIS, adjointe de direction
- M. MOULLE, Responsable technique
- Mme PASQUIER, Directrice Qualité
- M. LOISEAU, AZMO Assistant Maîtrise d'ouvrage

RÈGLEMENTATION

Cet établissement est soumis aux dispositions du règlement de sécurité du 25 juin 1980, annexé aux articles R.123-1 à R.123-55 du code de la construction et de l'habitation, traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi qu'au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

Le non respect de ces réglementations est passible des sanctions prévues aux articles L. 123-4, R. 152-6 et R. 152-7 du code de la construction et de l'habitation.

HISTORIQUE DE L'ÉTABLISSEMENT

N° de PC ou d'AT	Objet	Date d'étude par la SCDS	Date de réception des travaux ou devenir de la demande
AT.181.19.Z0265	Construction	05/12/2019	
AT.181.21.Z0241	Construction	28/10/2021	

DESCRIPTIF DE L'ÉTABLISSEMENT

La visite a été réalisée sous la conduite de Mme MAINOIS, adjointe de direction CCS.

DESCRIPTIF :

Le CCS de la Sarthe est composé d'établissements non isolés entre eux au sens de l'article GN2 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

Le responsable unique de sécurité est Mme REZE, chargée de la sécurité au sien du centre hospitalier du Mans.

♦ Rez-de-jardin : plateau de radiothérapie recoupé en 2 zones protégées

- 1 parking de 87 places
- 1 local machinerie désenfumage parking 18.13 m²
- 1 salle serveur de 26.83 m²
- 1 hall de distribution
- 1 local archives de 129 m²
- 1 local détente
- 1 bureau ingénieur biomédical

- Zone radiothérapie :

- 1 espace simulation / scanner de 38.17 m²
- 1 alle dosimétrie de 80 m²
- 2 vestiaires personnel de 55 et 34 m²
- 1 local dépôt linge propre de 28.71 m²
- 3 salles physicien de 15 m²
- 1 salle polyvalent annonce de 12 m²
- 1 salle d'attente simulation de 15 m²
- 1 local archives de 73 m²

- Zone patio 1 :

- 2 bunker (1 et 2) de 90 et 92 m²
- salle de commande
- vestiaire
- secrétariat
- salle de consultations
- locaux techniques

- Zone patio 2 :

- 2 bunker (3 et 4) de 101 et 103 m²
- vestiaires
- salle de commande
- salle de consultations
- locaux techniques

- Zone patio 3 :

- 2 bunker (5 et 6) de 81 m² chacun
- salles de commandes
- vestiaires
- salle de consultations

- La maison du patient :

- 4 espaces de prise en charge individuelle
- 2 bureaux
- 1 accueil documentation
- 1 espace vestiaire / douche / sanitaire
- 2 locaux rangement
- 1 espace bainé
- 3 salles d'activités

- 1 zone logistique :

- 1 local DAOM de 24 m²
- 1 local DASRI de 12 m²
- 1 local tri de 10 m²
- 1 local rangement de 19 m²
- 1 magasin de 51 m²
- 1 atelier d'appoint de 35 m²
- 1 local machine de 15.60 m²
- 1 local stockage produit entretien de 9 m²
- 1 local détente de 15 m²
- 1 TGBT onduleur de 27 m²
- 1 onduleur de 16 m²
- 1 local cuve de 51 m²
- 1 local déchet chaud de 18 m²
- 1 local décartonnage de 18 m²

♦ **Rez-de-chaussée :**

- Plateau imagerie recoupé en deux zones protégées :

• Zone 1 :

- 1 CTA radiothérapie
- 2 salles échographie
- vestiaire
- sanitaires
- 1 salle de scanner et ses annexes
- 1 local de stockage propre
- espace d'attente

• Zone 2 :

- salle de radiologie conventionnelle
- 2 salles d'échographie
- 1 salle de tomosynthèse
- plusieurs espaces d'attente
- 1 secrétariat
- 1 réserve
- 1 local stockage propre
- 1 salle de réunion
- 1 salle de détente du personnel
- 1 local DASRI
- salles d'examen et de préparation
- 2 bureaux

- Plateau médecine nucléaire recoupé en trois zones protégées :

• Zone 3 :

- salles d'attente
- bureaux
- vestiaire / douche / sanitaire
- secrétariat
- cabinet de consultation
- salle d'interprétation

- Zone 4 :
 - 3 salles camera
 - 1 salle modulable gamma
 - cabinet de consultation
 - espace d'attente
 - box individuel
 - 1 local stockage
- Zone 5 :
 - 1 laboratoire chaud
 - 2 salles TEP - TDM + déshabillage et salle de pilotage
 - 1 local stockage propre
 - 1 local nettoyage
 - espaces d'attente

- Laboratoire de prélèvement : 1 seule zone

- 1 accueil / secrétariat
- 4 box prélèvement
- 2 salles d'attente
- 1 laboratoire
- 1 bureau
- local change
- local DASRI
- vestiaire
- sanitaire

- Un accueil central :

- 1 zone administration
- 1 zone d'attente (25 personnes)
- 1 local de stockage de fauteuil roulant
- 1 hall / SAS de 120 m²
- 1 zone d'attente ambulancier de 60 m²

◆ **R+1** :

- l'administration recoupée en deux zones protégées :

- Zone 1 :
 - 11 zones bureaux
 - 1 local archives
 - 1 local repro
 - 1 salle de formation informatique
 - 1 salle de détente
 - 1 local ménage
 - sanitaire
- Zone 2 :
 - 1 CTA tertiaire imagerie
 - 12 bureaux
 - 1 local stockage
 - 1 local archives
 - 1 espace repro

- Plateau de consultation recoupé en deux zones protégées :

- Zone 3 :
 - salles de consultations
 - 11 secrétariat
 - 7 bureaux
 - 4 salles d'attente
 - sanitaire
 - 1 espace repro
 - 1 local nettoyage
- Zone 4 :
 - sanitaires
 - 10 salles de consultations
 - 15 secrétariat
 - 7 salles d'attente

- Toiture :

- 1 édicule local technique

**SERVICES ET EXPLOITANTS PRESENTS AU SEIN DU BATIMENT AILE A DU C.C.S
AVEC LES HORAIRES D'OUVERTURES**

Opération 1 bâtiment Aile A	Exploitant	Niveau	Ouverture Service	Horaires	Remarques
Service radiothérapie / physique	SAS Saturne Groupe ILC	RDJ	Lun au Ven	8h - 20h	Ouverture du service entre 20 et 25 samedis/an, selon planning défini à l'avance
Maison des patients	SAS Saturne Groupe ILC	RDJ	Lun au Ven	09h - 18h	
Logistiques communes	SAS Saturne Groupe ILC	RDJ	Lun au Ven	07h45 - 20h	
Accueil central	SAS Saturne Groupe ILC	RDC	Lun au Ven	07h45 - 20h	
Service médecine nucléaire	GCS Médecine Nucléaire (CHM/SAS Saturne)	RDC	Lun au Ven	07h30 - 19h	
Service imagerie (sauf IRM)	Maine Image Santé	RDC	Lun au Ven	08h - 19h	Ouverture éventuellement envisagée le samedi matin de 08h à 12h30
IRM du service d'imagerie	GCS d'imagerie (CHM/MIS)				
Laboratoires d'analyses	Biogroup	RDC	Lun au Ven	07h30 - 18h	
Zone tertiaire	SAS Saturne Groupe ILC	R+1	Lun au Ven	Grande partie entre 09h-18h Certains bureaux ciblés de 08h-20h	
Services consultations	SAS Saturne Groupe ILC	R+1	Lun au Ven	07h45-19h	
Circulation générale	SAS Saturne Groupe ILC		Lun au Ven	07h45-20h	

La commission de sécurité de l'arrondissement du Mans a constaté les points suivants :

- Les plans d'évacuations et le plan d'intervention étaient en place.
- Les consignes de sécurité étaient affichées.
- Le contrat de maintenance des portes automatiques est mis en place.
- Les attestations de formation du personnel seront à transmettre.
- Les extincteurs sont en places.
- Le registre de sécurité est ouvert et renseigné.

La commission de sécurité a procédé aux essais suivant :

Après coupure des énergies essais de l'alarme incendie par DAI.

Vérifications des points suivants :

- Présence de temporisation : AGS
- Durée de la diffusion sonore : 5 mn
- Présence de flash lumineux : oui
- Compartimentage : oui
- Désenfumage naturel : oui
- Fonctionnement des portes coupe feu : oui

Les éléments constatés et les essais réalisés en satisfaisants.

TRAVAUX RÉCEPTIONNÉS

Objet des travaux :

Les travaux réceptionnés ont fait l'objet de : Construction version 2.

- Autorisation de travaux n° AT.181.21.Z0241 étudiée par la S.C.D.S. le : 28/10/2021.

Documents présentés lors de la visite de réception :

- **Attestation du maître d'ouvrage** certifiant avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur (*article 46 du décret du 8 mars 1995*).
- **Attestation du bureau de contrôle** précisant que la mission solidité a été exécutée, complétée par le relevé de conclusions attestant de la solidité de l'ouvrage (*articles 46 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*)
- **Rapport de vérification réglementaire après travaux** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du **premier groupe** - articles 47 du décret du 8 mars 1995 et GE8 du règlement de sécurité*).
 - QUALICONSULT N°408721900198 du 07/09/2022.
- **Rapport de vérifications techniques relatif à la vérification des systèmes de détection automatique d'incendie, des installations de désenfumage et des installations électriques** établis par des personnes ou organismes agréés par le ministère de l'Intérieur (*obligatoire pour les établissements du **deuxième groupe** avec des locaux à sommeil - article PE4 du règlement de sécurité*).
 - CHABANNE INGENIERIE septembre 2022 PV T4N 19032-0092022
- **Attestation d'essais relative à la défense extérieure contre l'incendie** selon *les prescriptions émises par la SCDS lors de l'étude du dossier*.

Autres documents :

- **Contrat** de maintenance du SSI de cat [A]
- **Contrat** annuel d'entretien des portes automatiques
- **Attestation de formation** à l'utilisation des moyens de secours (alarme, évacuation, extincteurs). A transmettre.
- Documents sur les consignes en cas d'incendie service de Médecine :
 - Nucléaire Bâtiment A
 - Service de radiothérapie Bâtiment A
 - Service d'imagerie Bâtiment A

VERIFICATIONS TECHNIQUES

Contrôles (art. MS74) :

Lors des visites périodiques effectuées par les commissions de sécurité, toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour permettre le contrôle efficace des moyens de secours. A cet effet, la direction doit mettre en place le personnel et le matériel nécessaire aux essais de fonctionnement.

Autres vérifications :

Registre de sécurité tenu à jour : oui

Formation du personnel :

- manipulation des extincteurs : à transmettre
- exercice d'évacuation : à mettre en place
- système de sécurité incendie : oui 5 personnes

Surveillance de l'établissement (ERP de type J) : sera assurée en période nocturne par le service sécurité du centre hospitalier du Mans. L'unité d'aide à l'exploitation n'est pas encore installée. Il est rappelé à l'exploitant, la nécessité de prévoir des rondes toutes les 2 heures en attendant la mise en service de l'UAE.

Pour mémoire : l'établissement regroupe plusieurs exploitants, à la demande du maître d'ouvrage, 1 seul registre de sécurité sera mis en service pour l'ensemble des entités présente sur le site.

Téléphone filaire (les téléphones sur box sont interdits) – Consignes : oui

Plan de l'établissement : oui

Défense extérieure contre l'incendie :

Poteau d'incendie à moins de 200 m de l'établissement : oui

CLASSEMENT

Classement selon l'article : U2Détail du calcul :

BATIMENT CANCEROLOGIE					
Niveau	Nb de poste de consultation ou d'exploration externe	Effectifs suivant U 2 § 1 8 / poste	Effectifs du publics déclarés par le maître de l'ouvrage	Effectifs du personnel déclarés par le maître de l'ouvrage	Effectifs cumulés
R+1	18	18 x 8 = 144		30	174
RDC	0	0	176	92	442
RDJ	0	0	144	51	637
TOTAL					637 personnes

Établissement Recevant du Public de 3ème catégorie et de type U

PRESCRIPTIONS

Prescriptions permanentes :**Vérifications techniques obligatoires (articles R123-43, GE8)**Faire vérifier, **au moins une fois par an**, par un technicien compétent :

- les installations électriques et l'éclairage de sécurité (art. EL19 et art. EC8)
- les installations de désenfumage (art. DF10)
- les installations de chauffage – y compris ramonage du conduit d'évacuation des fumées (art. CH57 et CH58)
- les filtres de traitement d'air – nettoyage (art. CH58)
- les ascenseurs (art. AS8 et AS9)
- les extincteurs (art. MS73)
- le système d'alarme incendie (art. MS73)
- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS58)
- les portes coupe-feu des réserves (art. MS58)
- les clapets coupe-feu (art. CH58)
- les portes automatiques (art. CO48)
- les réseaux de fluides médicaux (art. U64)

Faire vérifier, **une fois tous les trois ans**, par un organisme agréé :

- le système de sécurité incendie de catégorie A (art. MS73)
- le système de désenfumage mécanique (art. DF10)

Faire vérifier, **une fois tous les 5 ans**, par un organisme agréé :

- les ascenseurs (art. AS9)

Tenir à jour le registre de sécurité en y inscrivant notamment les dates des vérifications techniques accompagnées du nom et de la signature du vérificateur (art. R123-51 du code de la construction et de l'habitation).

Ce registre contiendra notamment les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap (art. GE3).

Prescriptions antérieures :

Action	Ordre	Libellé
Aucune prescription		

Nouvelles prescriptions :

Ordre	Libellé
1	Adresser au maire de la commune qui transmettra au secrétariat de la commission de sécurité, la levée des observations du RVRAT QUALICONSULT n°408721900198 du 07/09/2022 (art. R123.44).
2	Afficher les plans des zones sur la porte du placard SSI (MS54)
3	Mettre en place un repérage sur les portes des locaux protégés par la détection incendie (CCH123-43)
4	Identifier toutes les coupures électriques d'urgence installées dans le bâtiment (CCH 123-43)
5	Matérialiser et afficher les coupures des points de distribution d'oxygène installés dans les circulations (CCH 1233-43)
6	Afficher, dans la centrale de stockage des gaz médicaux, les consignes particulières à tenir en cas d'incident ou d'incendie ainsi qu'un plan positionnant la vanne de sectionnement de la conduite principale. Les plans des installations de gaz médicaux, les cheminements des canalisations doivent être mis à disposition des services de secours. (art. U62)
7	Mettre en garde l'ensemble du personnel de l'établissement des dangers que représente un incendie dans un établissement de soins. Informer tout le personnel des consignes en vue de limiter l'action du feu et d'assurer l'évacuation des malades. Entraîner certains employés, spécialement désignés à l'avance, à la manœuvre des moyens de secours. Réaliser, au moins une fois par trimestre, des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. (art.U47 et MS46)

Propositions et remarques éventuelles :

1. La commission rappelle l'obligation pour les propriétaires des établissements recevant du public d'installer un défibrillateur automatisé externe selon le calendrier suivant :

- le 1er janvier 2020 pour les ERP de catégories 1 à 3 ;
- le 1er janvier 2021 pour les ERP de catégorie 4 ;
- le 1er janvier 2022 pour les ERP de catégorie 5 suivants : les structures d'accueil pour personnes âgées, les structures d'accueil pour personnes handicapées, les établissements de soins, les gares, les établissements sportifs clos et couverts ainsi que les salles polyvalentes sportives.

(Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux défibrillateurs automatisés externes)

AVIS

A l'issue de cette visite, les membres de la commission émettent un **avis favorable** à l'ouverture au public de cet établissement. Néanmoins, les prescriptions énoncées dans le rapport de visite joint devront être intégralement respectées.

